

# Le Bateau ivre

Quelle étrange destinée que celle de Jean-Pierre Chevènement. Au début des années 1970, avec Michel Charzat, Pierre Guidoni et Georges Sarre, ils étaient appelés les « quatre mousquetaires du socialisme ».



Par  
Jean-Claude du CHALARD  
Premier Secrétaire  
Fédéral  
Conseiller Régional  
de Bretagne

Ils ont œuvré pour créer le nouveau Parti Socialiste en l'ancrant dans une perspective de prise de pouvoir, en s'impliquant dans une stratégie de l'Union de la Gauche. A ce moment-là, la barre du bateau Ceres était à gauche, tout à gauche.

Aussi, en tant qu'ancien membre du Ceres, je suis triste de voir la trajectoire prise par Jean-Pierre Chevènement et en conséquence celle de Georges Sarre. Comment ne

pas être interrogatif quand on voit se rallier à Jean-Pierre Chevènement des hommes venant du RPR, des hommes proches de Pasqua, et même l'un des anti-PACS acharnés : Pinton, qui plus est fut l'un des fondateurs de l'UDF ?

Ton bateau a mis le cap à droite, Jean-Pierre. Il est grand temps de redresser la barre, car une candidature ne permet pas tout, surtout de virer de bord. Sans cela, l'Histoire ne retiendra de Jean-Pierre Chevènement que ce côté dérivant. Ce serait navrant pour ceux qui furent un moment tes compagnons dans le renouveau du Parti Socialiste.

## Agenda

Vendredi 30 novembre :

- Conseil Fédéral

Jedi 6 décembre :

- Assemblées de circonscription.

Vendredi 7 décembre :

- Bureau Fédéral.

Vendredi 14 décembre :

- Convention Fédérale.

Samedi 15 décembre :

- Convention Nationale.

Vendredi 21 décembre :

- Bureau Fédéral.

### La fédération



du PS d'Ille-&-Vilaine  
est sur internet

Sur ce site fréquemment mis à jour, vous pourrez trouver les rubriques suivantes :

- Le PS en Ille-et-Vilaine (organigramme fédéral, les sections, les statuts, un historique).
- Les élus socialistes du département et les résultats électoraux depuis 1958.
- L'actualité (Unité 35, communiqués de presse) et l'agenda.
- Les bilans de la gauche plurielle.
- Les propositions du PS et discours fondamentaux.
- Les organismes associés : Union des Elus Socialistes et Républicains et le Mouvement des Jeunes Socialistes.
- Les autres sites internet existants.

<http://perso.wanadoo.fr/fede35.parti-socialiste>  
Email : [fede35@parti-socialiste.fr](mailto:fede35@parti-socialiste.fr)

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Votre abonnement à l'Unité 35 arrive à échéance ?

un bon réflexe : réabonnez-vous...

Bulletin à renvoyer à *l'Unité 35*

45 bis, bd de la Liberté - 35000 RENNES

NOM : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Ville : \_\_\_\_\_

(0,76 euro, le numéro - 10 numéros par an).  
Chèque à l'ordre de l'Association Départementale de  
Financement du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine (ADFPS 35).

# Conférence de Presse

*En compagnie des trois députés socialistes d'Ille-et-Vilaine, Jean-Claude du Chalarid a présenté aux journalistes, le 12 novembre dernier, la campagne que le PS va mener jusqu'à la fin de l'année sur le bilan du gouvernement de Lionel Jospin : 1997 - 2002, la France qui change.*



Le Premier Secrétaire Fédéral a introduit cette conférence en présentant le magazine-bilan de 40 pages qui aborde tous les thèmes de la vie quotidienne des Français. «Il y a beaucoup à dire sur ce bilan, a-t-il insisté, beaucoup à reconnaître sur les réalisations faites depuis 1997. Et l'on ne peut échapper à des comparaisons». Et de remémorer que le Président de la République avait dit sous l'Assemblée Nationale car Chirac entendait «serrer les boulons pour que la France puisse entrer dans la zone euro». Les socialistes ont, en 1997, fait des propositions que les électeurs ont faites leurs et que le gouvernement de Lionel Jospin a mises en œuvre : 35 heures, emplois jeunes, couverture maladie universelle, parité... Jean-Claude du Chalarid a invité alors les trois parlementaires à intervenir car «tout cela a été réalisé grâce à nos députés. Ils sont les acteurs du travail législatif accompli».



*«les socialistes ont tenu leurs engagements».*

D'emblée, Edmond Hervé a mis l'accent sur le fait que «les socialistes ont tenu leurs engagements». «Jacques Chirac craignait que la France ne soit pas à l'heure pour l'euro, a-t-il souligné. Les socialistes ont réussi cette qualification pour l'euro en relevant un premier défi : l'emploi». Il a cité alors quelques

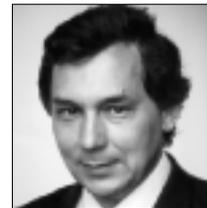
chiffres frappants : un million de chômeurs en moins, 400 000 emplois créés par les 35 heures, 84 000 accords signés dans les entreprises. «Cela montre ce qu'a été le dialogue, ce que sont les rapports au sein des entreprises du fait de la politique gouvernementale et de la volonté législative». Il a poursuivi en matière de lutte contre le chômage en évoquant les 350 000 emplois jeunes. «Le gouvernement et le Parlement ont pris l'engagement d'investir 40 milliards de francs d'ici à 2006 pour consolider ces emplois jeunes».

L'ancien Ministre a ensuite attiré l'attention sur la solidarité avec les personnes âgées en précisant que «le meilleur moyen de sauvegarder les retraites futures» passait par la relance de la croissance et «le Fonds de Réserve des Pensions créé en 1999 et doté de 50 milliards de francs cette année» — Fonds de Réserve qui devrait atteindre 1 000 milliards de francs d'ici 2020 —. Il a rappelé alors «la nouvelle allocation pour l'autonomie» créée par le gouvernement «dont 800 000 personnes âgées dépendantes pourront bénéficier dès janvier prochain», alors que 135 000 prestations spécifiques dépendance étaient allouées jusque-là. Mentionnant «la prime pour l'emploi» — un couple de smicards avec deux enfants a touché 3 400 francs à la rentrée —, «elle est effective, a-t-il assuré. 8 millions de foyers fiscaux ont perçu une prime supérieure à 1 000 francs».

En matière de sécurité, Edmond Hervé a déclaré que «le gouvernement et sa majorité devaient être fiers de ce qui a été réalisé» en énumérant les 753 contrats locaux de sécurité signés, les 6 200 policiers supplémentaires recrutés depuis 1997. «En 1997, les policiers partant en retraite n'étaient pas remplacés», a-t-il dit en conclusion. «Nous avons pourvu 25 000 postes pour remplacer les départs à la retraite

non affectés par les précédents gouvernements de droite. L'insécurité frappe les plus faibles de notre société».

Evoquant la sécurité sociale et la couverture maladie universelle, Jean-Claude du Chalarid a proposé alors au député de Rennes Montfort de détailler le bilan en matière de politique sociale et familiale.



*«La France se développe plus vite que ses partenaires et réduit plus vite les inégalités».*

Marcel Rogemont a renchéri sur la lutte contre le chômage : «Derrière l'emploi, c'est la dignité retrouvée pour les chômeurs, les familles en détresse». Il a indiqué alors que c'est en France que la croissance avait été la plus forte d'Europe et avait permis la plus forte diminution du chômage dans l'Union. «La France se développe plus vite que ses partenaires et réduit plus vite les inégalités».

Le Conseiller Général rennais a mis en exergue les trois premières lois qu'il a eues à préparer au début de la législature. La première, c'est celle des «emplois jeunes» qui leur a permis «d'avoir un avenir, un contrat de travail pendant 5 ans. Une société qui ne fait pas confiance à ses jeunes est une société en déclin». Il a parlé ensuite de «la loi contre les exclusions» et rappelé que les gouvernements Balladur et Juppé avaient,

entre 1993 et 1997, diminué toutes les allocations sociales. **«Depuis 1997, nous avons très fortement augmenté les minima sociaux et prestations sociales, a-t-il ajouté, dans un souci de solidarité et de dignité accrue pour les plus démunis».** La troisième loi fut celle des 35 heures.

Marcel Rogemont a fustigé la droite qui considère toute politique publique avec de l'argent public comme gaspillage. **«Pour nous, l'argent public, c'est du concret : la couverture maladie universelle, l'allocation pour l'autonomie des personnes âgées...»** Il a poursuivi sur la modernisation de la société : la loi contre le harcèlement au travail, la parité, la baisse des impôts. Et d'appuyer sur les différences entre la gauche et la droite, notamment en matière de décentralisation : **«Il y a ceux qui en parlent et ceux qui la mettent en œuvre. La droite n'a jamais voté ces lois qui adaptent notre société. Nous avons travaillé en permanence les contenus de la solidarité, nous avons mené ce combat politique pour une société plus fraternelle».**

Le Premier Secrétaire Fédéral a constaté que le thème de la sécurité n'était pas seulement un problème hexagonal ; les événements du 11 septembre ont démontré son existence à l'échelon mondial et ses répercussions économiques. **«Quand la sécurité n'est pas assurée, a-t-il précisé, la perte de confiance s'instaure et l'économie en pâtit».** Jean-Claude du Chalard a sollicité le conseiller de François Hollande pour les affaires internationales pour intervenir sur ces questions.



**«Que le droit international puisse un jour supplanter les interventions militaires».**

**E**n préambule, Jean-Michel Boucheron a souligné que ce journal était destiné à être une base de discussion sur le bilan. Il a mis en évidence **«qu'à l'approche d'une élection, on n'est jamais élu sur un bilan, mais sur un projet. Mais ce bilan préfigure les grandes lignes du futur projet socialiste».** Il a exhorté nos concitoyens à se souvenir **«de cette société française»** qui était **«profondément divisée avant la dissolution, très proche de la confrontation».** La cohésion sociale est en bonne voie grâce à la politique menée depuis 1997, notamment dans la lutte contre le chômage et les exclusions. D'autre part, il a insisté sur la notion d'espaces de libertés individuelles à travers le PACS mais aussi les 35 heures en termes de temps libre et d'activités nouvelles.

En matière de politique européenne, le député de Rennes Sud a relevé deux idées majeures. D'une part, **«le grand rêve de François Mitterrand et Helmut Kohl se réalise : l'euro».** D'autre part, il a noté la profonde avancée de l'Europe de la Défense, une force de 60 000 hommes **«qui donnera à l'Union une capacité d'exister politiquement, de prendre les premières mesures nécessaires en période de crise».** Le rapporteur du Budget de la Défense a alors expliqué l'évolution dans la rapidité d'intervention de l'Europe dans les conflits récents : intervention après la crise (Bosnie), intervention pendant la crise (Kosovo), intervention avant la crise (Macédoine). Puis, il a abordé les rapports Nord Sud, l'action de la France dans le développement des pays africains et du Tiers Monde et mis en avant son rôle d'ingénierie démocratique à l'égard de ceux-ci sur des sujets jamais évoqués. **«Je vois, a-t-il cité en exemple, la façon dont la France exporte son modèle de gendarmerie dans des pays qui ne disposent que de l'armée comme force de police».** Il s'agit là aussi d'avancée démocratique. Et de rappeler qu'avec l'ONU, la France entend faire que, dans tous les pays, **«on parle de droit et que le droit international puisse un jour supplanter les interventions militaires».**

Mentionnant **«la lutte permanente de notre pays contre la prolifération d'armes, notamment nucléaires, chimiques et mines antipersonnelles».** Jean-Michel Boucheron a condamné la politique des USA qui, en lançant leur projet de défense anti-missiles, risquent de relancer la course aux armements et remettent en cause le traité ABM, **«un traité équilibrant au niveau de la paix du monde».** En conclusion, il a mis l'accent sur le fait que **«sur les sujets internationaux, la cohabitation a très bien fonctionné. Il n'y a quasiment pas eu de couacs et rien de majeur»** et que cette cohabitation avait démontré que **«Lionel Jospin a lui aussi une posture de Chef d'Etat».**

### **«Les orientations de 1997 ont été concrétisées».**

A l'interrogation d'un journaliste d'un hebdomadaire sur le financement de cette politique, Marcel Rogemont a démontré que **«les lois de finances ont été adoptées depuis 1997, que le déficit a été réduit de 100 milliards de francs en même temps que le gouvernement accordait 200 milliards de baisse d'impôt».** Edmond Hervé a prouvé que l'élément dynamisant de cette politique était la justesse de l'analyse des socialistes en 1997 : **«la relance de l'activité économique par la relance de la consommation et celle des investissements et la diminution fiscale. Ces orientations ont été concrétisées».** Jean-Claude du Chalard a invité les Fran-

çais à se souvenir de 1995 où Jacques Chirac parlait de réduire **«la fracture sociale»** et des **«mesures du gouvernement Juppé qui n'allaient pas dans ce sens après l'élection présidentielle».**

Répondant à la question de l'AFP sur les difficultés pour le PS de préparer les élections législatives alors même que l'élection présidentielle les précédait, Jean-Michel Boucheron a précisé que le timing des socialistes est clair et qu'en **«politique, il fallait être crédible»** d'où populariser en premier lieu le bilan, ensuite vulgariser le projet, puis désigner notre candidat qui en tirera son programme présidentiel et enfin convaincre les Français.

A l'évocation des plans sociaux, Marcel Rogemont a redit que les socialistes **«sont pour la régulation de l'économie de marché»** et qu'il est nécessaire en de tels cas que **«soient pris en considération le devenir professionnel, la qualification et l'insertion des salariés dans un nouvel emploi».** Se référant à l'attitude scandaleuse des patrons de Marks & Spencer, il a indiqué que devaient **«être pris d'abord en compte ceux qui participent à la création de la richesse dans les entreprises, c'est-à-dire les salariés».**

A propos de la manifestation des policiers abordée par la journaliste de *Ouest-France*, Edmond Hervé a rappelé qu'à travers leurs choix budgétaires en matière de sécurité, **«les socialistes n'ont aucun complexe par rapports aux gouvernements précédents»** citant alors quelques statistiques révélatrices. **«La sécurité, a-t-il ajouté, doit s'appuyer sur toutes les institutions et mobiliser l'ensemble de la société. Chacun doit se sentir personnellement et collectivement responsable car les affaires délictueuses ne s'enferment pas dans des frontières communales...».**

A l'inquiétude du rédacteur en chef de *Radio Rennes* sur le régime social des intermittents du spectacle, Jean-Claude du Chalard et Marcel Rogemont l'ont assuré du soutien des socialistes à la vie culturelle et de leur souhait de voir ce problème réglé durablement. En effet, faisant suite à la réception d'une délégation de la CGT du spectacle à la Fédération le 18 octobre dernier, le Premier Secrétaire Fédéral et le député de Rennes Montfort ont, chacun dans leurs fonctions, sollicité Elisabeth Guigou. La ministre de l'Emploi et de la Solidarité a répondu avoir invité les partenaires sociaux à négocier et trouver une solution dans des délais rapides, sinon **«des mesures d'ordre législatif seront proposées, a ajouté Marcel Rogemont, par le gouvernement».**

Jean-Pierre Leborgne